

# VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE



L'actualité mondiale en quelques points

---

---

DEF'INSEEC

NUMÉRO 5 - JUILLET 2021



# SOMMAIRE

---

**3**

## **EUROPE**

*par Antoine Josserand-Surret  
- correction par Mélanie Héribert*

---

**4**

## **MOYEN ORIENT**

*par Ariane Gatellier et Alichane Pierraly  
- correction Ariane Gatellier et Alichane Pierraly*

---

**6**

## **AFRIQUE**

*par Maxime Dupinet, Anita Eklou et Camille Thibaut  
- correction par Camille Thibaut et Antoine Blanc*

---

**9**

## **ASIE**

*par Aline Marin et Johann Airieau  
- correction par Jasmine Ben Lahcene*

---

**12**

## **AMÉRIQUE LATINE**

*par Marine Demellier  
- correction par Mélanie Héribert*

---

## **RÉDACTRICE EN CHEF**

*Mélanie Héribert*

## LA POLOGNE CONFIRME L'ACHAT DE 250 CHARS AMÉRICAINS M1A2 SEP V3 ABRAMS POUR 5 MILLIARDS D'EUROS

Le 14 juillet 2021 la Pologne a confirmé, par le biais du vice-président du Conseil des ministres, avoir passé commande de 250 chars américains Abrams d'un montant total de 5 milliards d'euros, malgré l'offre européenne de KNDS du EMBT (châssis du Léopard 2 avec une tourelle du Leclerc).

L'offre américaine comprend également des véhicules de soutien et des prestations de formation au profit des 4 bataillons qui seront équipés de ces chars. Ces blindés doivent faire face aux T-14 Armata russes et seront livrés à compter de 2022. Ils disposent de nouveaux systèmes de combat mais pèsent plus de 70 tonnes entraînant une consommation élevée de carburant.

Par ailleurs, les T-14 Armata sont toujours un développement et pourraient faire l'objet d'une version sans pilote, éléments pris en compte par l'armée polonaise.

## UNE ARME LASER ANTI-DRONES SERA BIENTÔT TESTÉE À BORD D'UN NAVIRE DE LA MARINE NATIONALE

Dans la suite du programme PARADE, qui vise à développer des brouilleurs anti-drones, le ministère des armées a lancé le programme HELMA-P. Il repose sur une arme laser (de la société française CILAS) dont les premiers essais ont eu lieu en novembre 2020.

D'autres essais ont été prévus et doivent être réalisés en présence de Florence Parly, ministre des Armées, afin de valider cette toute nouvelle capacité. Elle devrait être déployée à bord des navires de la Royale, cibles potentielles de drones adverses. Le déploiement est prévu à compter du premier semestre 2022.

L'US Navy développe des programmes similaires.





# MOYEN-ORIENT

## LES ÉTATS-UNIS FRAPPENT DES MILICES CHIITES IRAKIENNES PRO-IRAN; BAGDAD DÉNONCE UNE « VIOLATION DE SA SOUVERAINETÉ ».

Depuis début 2021, une quarantaine d'attaques ont été menées contre les intérêts américains en Irak, attribuées par Washington aux milices irakiennes soutenues par Téhéran.

D'après la presse américaine, ces attaques visent à « faire pression » sur Washington pour obtenir un allègement des sanctions prises contre l'Iran dans le cadre des discussions portant sur la relance de l'accord sur le nucléaire iranien.

Joe Biden a ordonné des frappes aériennes contre des positions tenues à la frontière irako-syrienne par des milices chiites irakiennes. Ces frappes auraient fait au moins 17 morts dans les rangs des miliciens visés.

« Comme l'ont démontré les frappes de ce soir, le président Biden a clairement indiqué qu'il agirait pour protéger le personnel américain », a commenté M. Kirby.

De son côté, le Hachd al-Chaabi a déploré la mort de ses combattants dans ces raids. « Nous avons déjà dit que nous ne resterions pas silencieux face à la présence des forces d'occupation américaines qui va à l'encontre de notre constitution et du vote des députés [...] Nous vengerons le sang de nos martyrs », a-t-il ajouté.

Pour autant, ces frappes ont été effectuées alors que les forces américaines réduisent progressivement leur présence au Moyen-Orient. Ainsi, les renforts qu'elles avaient déployés dans la région en 2019 et en 2020, sur fond de tensions avec l'Iran, ont pour projet d'être retirés pour être envoyés ailleurs.



Photo : Funérailles après les frappes américaines à la frontière syro-irakienne, le 28 juin 2021.



# MOYEN-ORIENT

## FACE À LA PROGRESSION DES TALIBANS, LES OCCIDENTAUX ABANDONNENT L'AFGHANISTAN

Le contexte sécuritaire ne cesse de se détériorer en Afghanistan alors que les Américains ont achevé le retrait de leurs troupes à 90%.

Depuis l'annonce du retrait des troupes américaines par Joe Biden en avril, les talibans ont lancé de vastes offensives à travers le pays. Ils se sont ainsi emparés de plusieurs points stratégiques entre les capitales provinciales et les points de passage aux frontières de l'Iran, du Turkménistan, du Tadjikistan et le poste frontière clé avec le Pakistan ce mercredi. Selon l'Afghanistan Analysts Network, ils auraient pris environ 120 districts en quelques semaines. Les talibans disent contrôler 85% du territoire afghan.

Face à cette progression des talibans, les forces afghanes n'opposent que peu de résistance. Peu ravitaillée, isolée et privée d'un soutien aérien américain crucial, l'armée afghane a déjà abandonné plusieurs positions, et ne contrôle plus que les axes majeurs et les grandes villes. Au début du mois de juillet, un millier de soldats afghans ont fui au Tadjikistan après plusieurs jours de combats dans le nord du pays.

Au vu de la situation tendue, plusieurs pays ont déjà annoncé le retrait d'officiels et de personnels diplomatiques, comme l'Inde ou l'Australie. La France a également appelé mardi ses ressortissants à quitter le pays, invoquant « l'évolution de la situation sécuritaire. »

Le gouvernement a lancé un appel à la mobilisation de milices pour combattre les talibans. Avec le retour progressif des anciens chefs de guerre, le pays semble ainsi sombrer dans une guerre civile.



Photo : D'anciens moudjahidines soutiennent aujourd'hui les forces afghanes contre les talibans, le 10 juillet dans la province de Hérat. (JALIL AHMAD/REUTERS).

# AFRIQUE

## UNE VAGUE MASSIVE DE PILLAGES EN AFRIQUE DU SUD SYMPTOMATIQUE D'UN MAL-ÊTRE PLUS PROFOND

Vendredi 9 juillet, l'arrestation de l'ancien président sud-africain Jacob Zuma a provoqué une vague de contestations et de pillages d'une violence inédite depuis la fin de l'Apartheid. La police dénombre déjà plus de 45 morts dans les deux plus grosses zones de tensions, Johannesburg et Durban.

Ecarté du pouvoir en 2018 après plusieurs scandales de corruptions, Jacob Zuma a cette fois été condamné à quinze mois de prison ferme pour « outrage à la justice. »

Si plusieurs anciennes figures anti-Apartheid saluent ce jugement symbole « d'une bonne santé démocratique », cela n'a pas empêché les nombreux partisans de l'ex-président déchu à descendre massivement dans les rues, bloquant au passage plusieurs axes routiers.

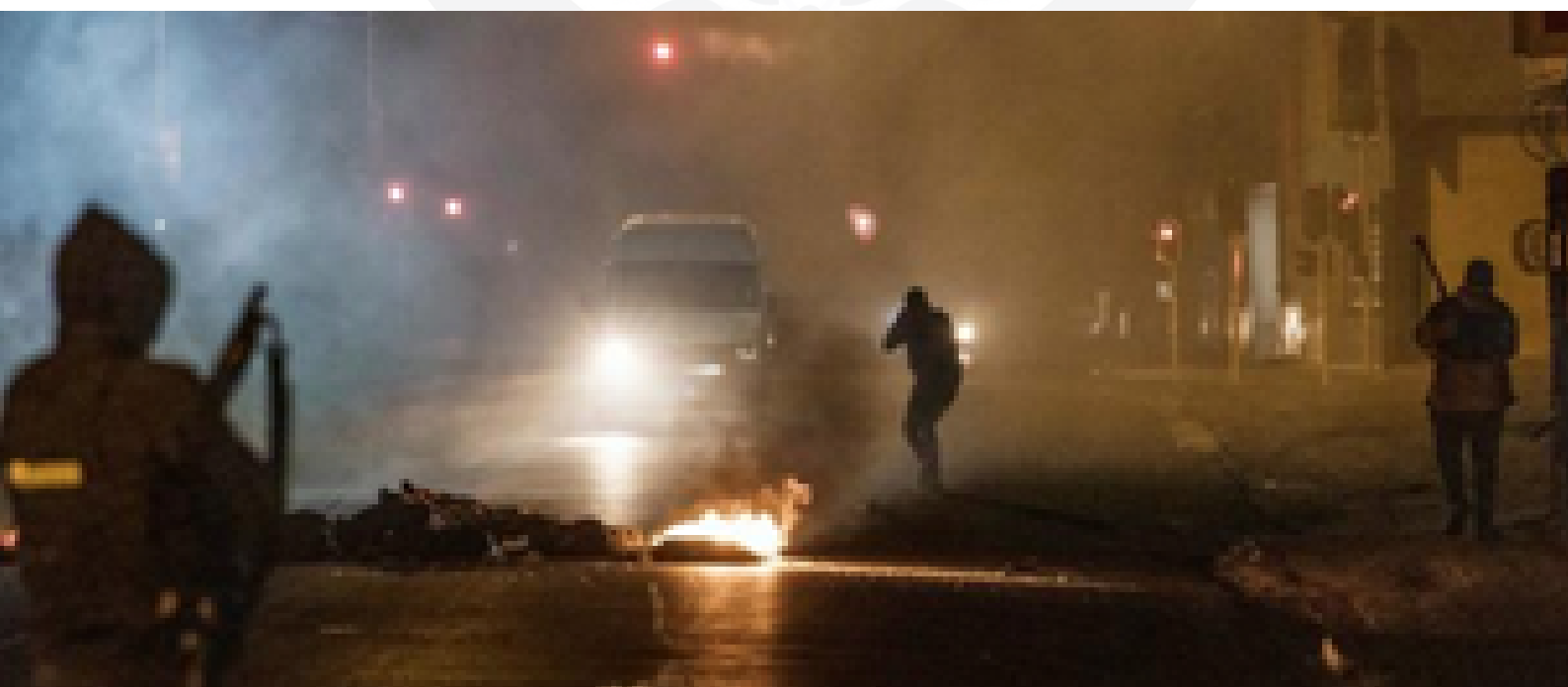
Cette vague de contestation politique a vite laissé place à des pillages, toujours plus nombreux, dans un pays durement frappé par plusieurs années de crise économique.

De plus, la Banque mondiale a alerté le pays sur l'impact aggravant de la Covid-19 et la perte de milliers d'emplois attenants à cette crise.

Beaucoup de sud-africains vivent sous le seuil de pauvreté et ces pillages sont pour certains une nécessité, symptomatiques d'une population qui n'a plus les moyens de se nourrir. Au mal-être politique s'est donc substitué un mal-être social bien plus ancré dans les consciences de la nation Arc-en-ciel.

Aussi, déjà durement atteinte par les tensions ethniques latentes post Apartheid, l'Afrique du Sud doit affronter une nouvelle crise politique qui s'ajoute aux nombreuses difficultés économiques et sanitaires existantes.

Même si le président Cyril Ramaphosa a promis de l'ordre et a eu recours à l'armée, la situation ne semble pas prête de s'apaiser.



# AFRIQUE

## REPRISE DES OPÉRATIONS CONJOINTES DE LA FRANCE AVEC LES FORCES ARMÉES DU MALI

Retour en arrière de la France au Mali. Les militaires français vont reprendre leurs opérations conjointes avec les forces armées maliennes dans le pays d'Afrique de l'Ouest, a annoncé vendredi 2 juillet au soir le ministère des Armées. Le président Emmanuel Macron avait suspendu les opérations des troupes militaires françaises au Mali depuis le 3 juin à la suite d'un second coup d'Etat dans le pays en mai.

« À l'issue de consultations avec les autorités maliennes de transition et les pays de la région, la France prend acte des engagements des autorités maliennes de transition », endossés par la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et « a décidé la reprise des opérations militaires conjointes ainsi que des missions nationales de conseil », annonce Paris dans un communiqué.

« La France reste pleinement engagée, avec ses alliés européens et américains, aux côtés des pays sahéliens et des missions internationales », pour combattre les groupes terroristes qui sévissent au Sahel, a conclu le ministère des Armées.

Le réengagement de la France au Mali est un point décisif pour la lutte contre le terrorisme au Sahel.



## INAUGURATION D'UNE NOUVELLE BASE NAVALE ÉGYPTIENNE STRATÉGIQUE EN MÉDITERRANÉE

Cette nouvelle base, nommée « 3 juillet » en l'honneur du jour où Abdel Fattah al-Sissi a dirigé l'éviction militaire du président islamiste Mohamed Morsi en Egypte en 2013, est la quatrième base navale de l'Egypte, s'ajoutant à celles d'Alexandrie, Aboukir et Port-Saïd en Méditerranée ainsi que Bérénice sur la mer Rouge.

Située à 255km à l'ouest d'Alexandrie près de la frontière libyenne, la nouvelle plus grande base navale égyptienne, d'une superficie de dix millions de mètres carrés, a pour vocation, d'après le commandant de la marine égyptienne, le lieutenant général Ahmed Khaled, de renforcer la sécurisation des liaisons maritimes, notamment du canal de Suez, d'assurer la sécurité des fronts nord et ouest du pays et de prévenir les tentatives de migrations clandestines.



# AFRIQUE

En outre, le politologue Hassan Nafaa confie que « la frontière égypto-libyenne constitue une menace pour la sécurité intérieure égyptienne », en effet, « des armes et des combattants traversent la frontière et rejoignent le Sinaï, où officie une autre branche de l'Etat islamique », ce qui rend la base nécessaire.

Le site naval, une ancienne base modernisée, comprend notamment une piste d'atterrissage, un centre des opérations, équipé des derniers systèmes technologiques et un autre pour les exercices militaires conjoints, une tour de contrôle et des installations dédiées à l'entraînement.

L'évènement a été l'occasion pour l'Egypte de mettre en scène les bâtiments de la marine égyptienne au cours d'un exercice naval comprenant plusieurs navires, hélicoptères d'attaque et avions de combat. De plus, plusieurs bâtiments de la marine égyptienne récemment acquis étaient présents à l'inauguration, dont deux frégates Bergamini, une corvette Gowind, un sous-marin d'attaque de type 209 et un porte-hélicoptères Mistral.

Ont assisté à la cérémonie le prince héritier d'Abou Dhabi, le cheikh Mohammed bin Zayed Al-Nahyan, et le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed al-Menfi. L'inauguration intervient dans une phase de rapprochement entre Tripoli et Le Caire favorisé par la formation d'un gouvernement de transition en Libye, illustré par des voyages officiels mutuels entre les deux Etats.



## CENTENAIRE DE LA CRÉATION DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Le 1er juillet dernier, le Parti Communiste Chinois (PCC) a fêté son centenaire en grande pompe. De multiples célébrations ont été organisées dans tout le pays. Le Président Xi Jinping a même été l'invité d'honneur de la cérémonie de Pékin. Il a prononcé un discours sur l'état de la Chine et le rôle du PCC dans son renouveau. Revenons sur son allocution.

Le Président a insisté sur l'histoire de la civilisation chinoise, vieille de «plus de 5000 ans». Il a déploré l'état «semi-colonial» qu'a subi l'empire du milieu après la guerre de l'opium en 1840. A ce propos, Xi Jinping a indiqué une réussite du PCC, l'objectif du «premier centenaire». La Chine, d'après lui, est dans un état économique favorable qui ne cessera de s'améliorer. Il s'agit du fameux «rêve chinois».

Le deuxième point d'importance du Président Xi Jinping est la puissance militaire chinoise. Il a assuré que la Chine se donne les moyens pour devenir une puissance militaire de premier ordre afin d'assurer la sécurité du pays, sous le commandement du PCC. Il a également affirmé que la Chine n'a pas menacé, ni subjugué de pays étranger, et qu'elle-même ne se laissera pas marcher dessus.

Xi Jinping a assuré le maintien de la doctrine «un pays, deux systèmes», en précisant les particularités politiques et juridiques de Hong Kong et Macao. Sur une note plus menaçante, il a également adressé la question taïwanaise et a réitéré l'ambition de réunifier les deux Chines.



Image 1 - Le premier centenaire chinois du XXIe siècle. Source: Reuters.



# ASIE



Il va sans dire que ce discours occulte bien des réalités. L'opposition politique vis-à-vis du PCC existe en Chine. L'actualité a récemment fait la part-belle aux émeutes à Hong Kong de 2019 et 2020 contre l'amendement de la loi d'extradition. L'hétérogénéité ethnique et culturelle de la population chinoise pose également problème à Pékin, comme le montre les camps de travail destinés à la minorité Ouïghour aux Xinjiang. Même au sein du Parti Communiste, des divergences existent, comme le montre l'exil de Cai Xia, une ancienne professeure de l'école centrale du parti communiste chinois, qui a critiqué la politique de Xi Jinping.

Au vu de ce discours, il semble évident qu'une démocratisation de la Chine n'est pas à l'ordre du jour. Le PCC a une influence énorme sur le pays, et son contrôle ne va probablement pas diminuer, tant que la Chine continue sa croissance économique. Ne reste plus à la Chine et au Parti Communiste Chinois de travailler à la réalisation des objectifs du «second centenaire», celui de la révolution, en 2049. L'objectif principal pour la Chine à ce moment historique est de construire «un pays socialiste moderne, prospère, fort, démocratique, avancé culturellement et harmonieux» (Xinhua, 2017). Les routes de la soie, la modernisation des forces armées, la réintégration de Taïwan, ainsi que celle de Hong Kong au système communiste prévue en 2047 sont autant d'objectifs à courts et moyens termes pour l'empire du milieu, en chemin vers la moitié du XXIe siècle.



## PREMIER EXERCICE MILITAIRE AÉRIEN ENTRE LE JAPON ET LES PHILIPPINES

Sur fond de dispute territoriale avec la Chine, le Japon et les Philippines ont réalisé leur premier exercice militaire aérien sur une session de 4 jours, du 5 au 8 juillet 2021. La simulation a été réalisée à la Clark Air Base, anciennement base militaire américaine, dans le nord des Philippines. L'exercice a pour vocation le renforcement de la relation bilatérale, dont en priorité la coopération militaire, selon le major Mizuno Masaki de la Force Aérienne d'Autodéfense Japonaise. En effet, le Japon et les Philippines ont signé un accord de défense en janvier 2015, permettant la réalisation de 17 exercices navals joints.

Dernier exercice en date, la formation a porté sur la Humanitarian Assistance and Disaster Response (HA/DR), soit assistance et aide humanitaire avec haut degré de coordination et capacité opérationnelle. Il était prévu que la Philippine Air Force (PAF) et Japan Air Self-Defense Forces se joignent sur des exercices d'entraînement, comprenant un C-130 Hercules, un avion-cargo japonais. Le but était de simuler une opération avec livraison de biens de première nécessité dans des zones isolées. Malheureusement, suite au crash du C-130, le 4 juillet, aux Philippines, tuant plus de 50 personnes, l'exercice a été revu. Il a donc été organisé une série d'exercices sur table, impliquant une formation au sol, des discussions et planification d'une situation d'urgence simulée.

Tandis que la région est sous haute tension en raison des revendications territoriales de la Chine en mer de Chine méridionale et orientale, le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays rejoint la volonté des Etats-Unis à affirmer les alliances américaines dans la région, dont le but est de dissuader la Chine contre toute action pouvant amener à un conflit militaire.



# AMERIQUE LATINE

## CUBA ENCHAÎNE DES MANIFESTATIONS HISTORIQUES ET DE GRAVES PÉNURIES

Des manifestations réunissant des milliers de Cubains ont eu lieu à La Havane et dans une vingtaine d'autres villes ce 11 juillet 2021. La population cubaine revendique une amélioration d'entrée facilitée des biens de première nécessité sur l'île. Cuba connaît en effet de fortes pénuries, aggravées par la pire crise économique qui frappe le pays depuis 30 ans. Des milliers de Cubains sont sortis dans les rues pour protester contre la famine et le manque de liberté en prônant "A bas la dictature".

Ces mobilisations ont fait un mort et plus de 100 détenus, suscitant l'inquiétude de la communauté internationale. Le ministre de l'Economie, Alejandro Gil, a annoncé trois jours après les manifestations, la fin de la limite imposée aux salaires dans les entreprises d'Etat, soumises à une stricte échelle de rémunérations. Le pouvoir cubain a reconnu devoir "tirer des enseignements" de ces récents événements.

Le président Miguel Diaz-Canel, le chef du gouvernement Manuel Marrero et plusieurs ministres ont déclaré "autoriser de façon exceptionnelle et temporaire l'importation par les passagers, dans leurs valises, d'aliments, produits d'hygiène et médicaments, sans limite de valeur et sans taxes douanières". La mesure est effective jusqu'au 31 décembre.





**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

